



FORMULAIRE DE DEMANDE AIDE EXCEPTIONNELLE – COMMUNICATION *(jusqu'au 31.10.2021)*

IDENTITÉ DE L'ENTREPRISE

Raison sociale :	
Adresse du siège social :	
Adresse de l'établissement : <i>(si différent du siège social)</i>	
N° SIRET	
Forme juridique de l'entreprise :	
Nom du dirigeant :	
Date de création de l'entreprise :	
Téléphone – Adresse mail	

DESCRIPTION DU PROJET *(si besoin joindre sur papier libre toute information complémentaire)*

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Coût du projet :

(ATTENTION : fournir un devis avec votre formulaire de demande d'aide exceptionnelle)

Je soussigné(e), , en qualité du signataire et représentant légal (ou signataire avec délégation du représentant légal), sollicite une aide exceptionnelle intercommunale d'un montant total de € pour un coût total de l'opération de€ HT/TTC (dans la limite de 80% d'un montant de 1 000€HT soit 800€ maximum)

J'atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements de la demande d'aide ;
- La régularité de la situation fiscale et sociale ;
- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées.

J'ai pris connaissance des obligations du porteur de projet et m'engage à les respecter en cas d'octroi de l'aide :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ;
- Respecter les engagements de réalisation de l'opération ;
- Informer le service instructeur en cas de modification de l'opération y compris en cas de changement de ma situation (fiscale, sociale...), de ma raison sociale, etc... ;
- Ne pas apporter de modifications importantes affectant la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre de l'opération
- Réaliser des actions de publicité et respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur ;
- Me soumettre à tout contrôle technique, administratif, comptable et financier, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec l'opération ;
- Conserver toutes les pièces du dossier jusqu'à la date prévue dans l'acte juridique attributif d'aide, et archiver celui-ci.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Fait à , le.....

Cachet, fonction et signature du porteur de projet
(représentant légal ou délégué)